

# Étude des crédits

**2026-2027**

**DIRECTEUR DES POURSUITES  
CRIMINELLES ET PÉNALES**

## Renseignements généraux

---

Document préparé par le  
Directeur des poursuites criminelles et pénales

# Étude des crédits

2026-2027

DIRECTEUR DES POURSUITES  
CRIMINELLES ET PÉNALES

# Demande de renseignements généraux

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements		Page
RG.01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les endroits et dates de départ et de retour;</li> <li>b) la copie des programmes et rapports de mission;</li> <li>c) les personnes rencontrées;</li> <li>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</li> <li>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</li> <li>f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;</li> <li>g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; <ul style="list-style-type: none"> <li>- les détails de ces ententes;</li> <li>- les résultats obtenus à ce jour;</li> </ul> </li> <li>h) investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimés;</li> <li>i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;</li> <li>j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.</li> </ul>	1
RG.02	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;</li> <li>b) le but visé par chaque dépense;</li> <li>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme;</li> <li>e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;</li> <li>f) le but visé par chaque dépense;</li> <li>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe;</li> <li>i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;</li> <li>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</li> <li>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.</li> </ul>	3

Demande de renseignements	Page	
RG.03	<p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;</li> <li>b) le but recherché par chaque dépense;</li> <li>c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe :</li> <li>d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;</li> <li>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</li> <li>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;</li> <li>h) le but visé par chaque dépense;</li> <li>i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</li> </ul>	4
RG.04	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les noms du professionnel ou de la firme;</li> <li>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</li> <li>d) la date d'octroi du contrat;</li> <li>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</li> <li>f) l'échéancier;</li> <li>g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>	5
RG.05	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom du projet;</li> <li>b) la nature du projet;</li> <li>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</li> <li>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</li> <li>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</li> <li>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</li> <li>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</li> <li>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</li> <li>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</li> <li>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</li> <li>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.</li> </ul> </li> <li>l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.</li> <li>m) Le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.</li> </ul>	10

Demande de renseignements		Page
RG.06	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les coûts estimés par année;</li> <li>b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;</li> <li>c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;</li> <li>d) la liste des fournisseurs;</li> <li>e) une copie du plan de déploiement.</li> </ul>	11
RG.07	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la photocopie;</li> <li>b) le mobilier de bureau;</li> <li>c) l'ameublement;</li> <li>d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;</li> <li>e) le distributeur d'eau de source;</li> <li>f) le remboursement des frais de transport;</li> <li>g) le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>h) le remboursement des frais de repas;</li> <li>i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</li> <li>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Québec;</li> <li>• À l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>	12
RG.08	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</li> <li>b) le nombre de tablettes électroniques utilisées, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;</li> <li>c) les coûts d'acquisition des appareils;</li> <li>d) le coût d'utilisation des appareils;</li> <li>e) le coût des contrats téléphoniques;</li> <li>f) les noms des fournisseurs;</li> <li>g) le nombre de minutes utilisées;</li> <li>h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</li> <li>i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</li> <li>j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;</li> <li>k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.</li> </ul>	13
RG.09 A-B	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 :</p> <p>Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).</p>	14

Demande de renseignements		Page
RG.09C	Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	15
RG.09D	Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).	16
RG.09E	Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	17
RG.09F	L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).	18
RG.09G	L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.	19
RG.09H	Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.	20
RG.09I	Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	21
RG.09J	Le nombre d'employés permanents et temporaires.	22
RG.09K	Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.	23
RG.09L	L'effectif autorisé par le secrétariat du Conseil du trésor en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs	24
RG.10	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.	25

Demande de renseignements		Page
RG.11	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;</li> <li>b) la valeur estimée de ceux-ci;</li> <li>c) les coûts d'entretien annuel;</li> <li>d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</li> </ul>	26
RG.12	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les dates des travaux;</li> <li>b) les coûts;</li> <li>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</li> </ul>	27
RG.13	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;</li> <li>b) le titre de la fonction;</li> <li>c) l'adresse du port d'attache;</li> <li>d) la masse salariale totale par cabinet;</li> <li>e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li> <li>f) la prime de départ versée, le cas échéant;</li> <li>g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li> <li>h) la description de tâches;</li> <li>i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026;</li> <li>j) le nombre total d'employés au cabinet;</li> <li>k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;</li> <li>l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</li> </ul>	28

Demande de renseignements		Page
RG.14	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de la personne;</li> <li>b) le poste occupé;</li> <li>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</li> <li>d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;</li> <li>e) la date de l'assignation hors structure;</li> <li>f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;</li> <li>g) les prévisions pour 2026-2027.</li> </ul>	29
RG.15	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le poste initial;</li> <li>b) le salaire;</li> <li>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</li> <li>d) la date de la mise en disponibilité;</li> <li>e) les prévisions pour 2026-2027.</li> </ul>	30
RG.16	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);</li> <li>b) par catégorie d'âge;</li> <li>c) prévisions 2026-2027.</li> </ul>	31
RG.17	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de la personne;</li> <li>b) le poste occupé et le nom de l'organisme;</li> <li>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</li> <li>d) l'assignation initiale;</li> <li>e) l'assignation actuelle;</li> <li>f) la date de l'assignation hors structure;</li> <li>g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</li> </ul>	32
RG.18	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le coût de chacun;</li> <li>b) le fournisseur;</li> <li>c) la nature du service.</li> <li>d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</li> </ul> <p>Ventiler le montant total par catégorie.</p>	34
RG.19	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>	35
RG.20	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels., fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. le nom du site web;</li> <li>b. le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</li> <li>c. les coûts de construction du site;</li> <li>d. les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</li> <li>e. les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</li> <li>f. le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;</li> <li>g. la fréquence moyenne de mise à jour;</li> <li>h. le responsable du contenu du site;</li> <li>i. les noms de domaines réservés;</li> <li>j. les coûts liés à la réservation de noms de domaines.</li> </ul>	36

Demande de renseignements		Page
RG.21	<p>Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les régions et les villes visitées;</li> <li>b) les personnes et organismes rencontrés;</li> <li>c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;</li> <li>d) les raisons du déplacement;</li> <li>e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</li> <li>f) les coûts ventilés;</li> <li>g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</li> </ul>	37
RG.22	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le détail des mandats;</li> <li>b) le coût (déplacements, etc.);</li> <li>c) le nombre de ressources affectées;</li> <li>d) le nombre de rencontres;</li> <li>e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;</li> <li>f) l'objet;</li> <li>g) les dates.</li> </ul>	38
RG.23	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	39
RG.24	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.	40
RG.25	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2026 pour 2026-2027.	41
RG.26	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.</p> <p>Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>	42
RG.27	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	43
RG.28	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	44
RG.29	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	45
RG.30	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	46

Demande de renseignements		Page
RG.31	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	47
RG.32	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	48
RG.33	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :  A) la dépense totale relative au paiement des cotisations; B) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; C) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	49
RG.34	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	50
RG.35	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;	51
RG.36	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2026 et l'état d'avancement de la mesure :  n) Plan d'action de développement durable 2023-2028	52
RG.37	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	53
RG.38	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :  a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	54
RG.39	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.	55
RG.40	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :  a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	56

Demande de renseignements		Page
RG.41	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;</li> <li>b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;</li> <li>c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;</li> <li>d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</li> </ul>	57
RG.42	<p>Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les dates;</li> <li>b) L'endroit précis;</li> <li>c) La liste des personnes présentes;</li> <li>d) L'ordre du jour;</li> <li>e) Les procès-verbaux;</li> <li>f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.).</li> </ul>	58
RG.43	<p>Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Nombre de stagiaires reçus;</li> <li>b) Heures de stages effectuées;</li> <li>c) Rémunération totale déboursée.</li> </ul>	59
RG.44	<p>Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.</li> </ul>	60
RG.45	<p>Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « programme d'aide aux employés » (PAE depuis 5 ans).</p>	61
RG.46	<p>Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.</p>	62
RG.47	<p>Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.</p>	63
RG.48	<p>Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.</p>	64
RG.49	<p>Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.</p>	65

Demande de renseignements		Page
RG.50	<p>Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026, veuillez indiquer :</p> <p>a) le nombre d'employés recrutés à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres);</p> <p>b) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement);</p> <p>c) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire.</p>	66
RG.51	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	67

N. B. : À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

# Demande de renseignements généraux Non répondues

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements	Motif
<p>RG.13</p> <p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;</li> <li>b) le titre de la fonction;</li> <li>c) l'adresse du port d'attache;</li> <li>d) la masse salariale totale par cabinet;</li> <li>e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li> <li>f) la prime de départ versée, le cas échéant;</li> <li>g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li> <li>h) la description de tâches;</li> <li>i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026;</li> <li>j) le nombre total d'employés au cabinet;</li> <li>k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;</li> <li>l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</li> </ul>	<p>Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor</p>
<p>RG.15</p> <p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le poste initial;</li> <li>b) le salaire;</li> <li>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</li> <li>d) la date de mise en disponibilité;</li> <li>e) les prévisions 2026-2027.</li> </ul>	<p>Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor</p>
<p>RG.16</p> <p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025- 2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);</li> <li>b) par catégorie d'âge;</li> <li>c) prévisions pour 2026-2027.</li> </ul>	<p>Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor</p>
<p>RG.23</p> <p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du Ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>	<p>Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor</p>
<p>RG.24</p> <p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.</p>	<p>Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor</p>
<p>RG.25</p> <p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.</p>	<p>Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor</p>
<p>RG.29</p> <p>Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.</p>	<p>Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor</p>

Demande de renseignements		Motif
RG.30	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
RG.31	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
RG.32	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
RG.45	Indiquer les dépenses encourues en titre de tout «Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
RG.46	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
RG.49	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

<p>Question <b>01</b></p>	<p><b>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 :</b></p> <p><b>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</b>  <b>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</b>  <b>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</b>  <b>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</b>  <b>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</b>  <b>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</b>  <b>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</b>              - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;              - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;  <b>H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;</b>  <b>I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;</b>  <b>J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS.</b></p>
---------------------------	--

Voyage	Coût
M <sup>e</sup> Joanny Houde St-Pierre (procureure) : Participer à une formation sur la base de données ciblant les suspects achetant du matériel d'abus sexuel pédopornographique (outil MARS), Ottawa (Ontario), du 13 au 18 avril 2025.	1 336 \$
M <sup>e</sup> Marie-Claude Bourassa (procureure) : Participer à titre de formatrice à la formation pour les témoins experts de la Stratégie nationale sur les bandes de motards hors-la-loi (BMHL) du Service canadien de renseignements criminels (SCRC), Ottawa (Ontario), les 30 avril et 1 <sup>er</sup> mai 2025.	0 \$
M <sup>e</sup> Daphnée Godin-Garito et M <sup>e</sup> Patrick Cardinal (procureurs) : Plaider à la Cour suprême du Canada, Ottawa (Ontario), les 20 et 21 mai 2025.	362 \$
M <sup>e</sup> Mélanie Haddad, M <sup>e</sup> Sarah Tridi (procureures) et M <sup>me</sup> Julie Vézina : Participer à la conférence sur le Système national de repérage (SNR), Saskatoon (Saskatchewan), du 16 au 19 juin 2025.	5 566 \$
M <sup>e</sup> Antoine Désaulniers (procureur) : Présenter un dossier impliquant l'utilisation d'une imprimante 3D à des procureurs de la Couronne ontarienne dans le cadre de la <i>Crown School</i> , London (Ontario), les 8 et 9 juillet 2025.	0 \$
M <sup>e</sup> Nicolas Abran (procureur) : Participer à la réunion annuelle 2025 de la Conférence sur l'harmonisation des lois au Canada, Halifax (Nouvelle-Écosse), du 9 au 15 août 2025.	3 296 \$
M <sup>e</sup> Xavier Lyonnais (procureur) : Participer à une formation sur la rédaction de mémoires dans le cadre de l'École des poursuivants du Service des poursuites pénales du Canada (SPPC), Ottawa (Ontario), du 18 au 22 août 2025.	1 238 \$
M <sup>e</sup> Sarah Tridi (procureure) : Participer à la conférence <i>National Roundtable of Police Oversight Prosecutors</i> , Vancouver (Colombie-Britannique), du 10 au 13 septembre 2025.	2 000 \$
M <sup>e</sup> Pauline Lachance (procureure) : Participer au <i>2025 Provincial Strategy Multidisciplinary Training Workshop</i> organisé par la <i>Provincial ICE (Internet Child Exploitation) Strategy</i> , Collingwood (Ontario), du 14 au 19 septembre 2025.	2 035 \$
M <sup>e</sup> Simon Pelletier et M <sup>e</sup> Sophie Ouellette (procureurs) : Participer à la Journée carrière l'Université d'Ottawa, Ottawa (Ontario), le 26 septembre 2025.	350 \$
M <sup>e</sup> Marie-Ève Lavoie, M <sup>e</sup> Émilie Robert et M <sup>e</sup> Magalie Cimon (procureures) : Plaider à la Cour suprême du Canada, Ottawa (Ontario), les 15 et 16 octobre 2025.	808 \$
M <sup>e</sup> Joëlle Huot et M <sup>e</sup> Pauline Lachance (procureures) : Participer à la conférence Cybercrime organisée en collaboration par le ministère du Procureur général de l'Ontario et la Ontario Provincial Police (OPP), Toronto (Ontario), du 3 au 7 novembre 2025.	2 540 \$

Suite – RG 01

Voyage	Coût
M <sup>e</sup> Robert Benoit (procureur) : Participer à la réunion annuelle du Comité national des experts en écoute électronique, Ottawa (Ontario), du 18 au 20 novembre 2025.	811 \$
M <sup>e</sup> Simon Blais et M <sup>e</sup> Alexis Marcotte-Bélanger (procureurs) : Plaider à la Cour suprême du Canada, Ottawa (Ontario), les 2 et 3 décembre 2025.	0 \$ <sup>1</sup>
M <sup>e</sup> Jasmine Guillaume (procureure) : Participer à titre de conférencière à la Conférence annuelle du Groupe des poursuites criminelles bilingues, Vancouver (Colombie-Britannique), du 2 au 5 décembre 2025.	0 \$
M <sup>e</sup> Antoine Désaulniers (procureur) : Présenter le volet de la rédaction des autorisations judiciaires à des policiers issus de plusieurs corps de police canadiens, Ottawa (Ontario), les 8 et 19 décembre 2025.	0 \$
M <sup>e</sup> Sarah Tridi et M <sup>e</sup> Chloé Émond (procureures) : Participer au <i>2025 National Witness Protection Workshop</i> , Toronto (Ontario), les 8 et 9 janvier 2026.	1 630 \$
<b>Total</b>	<b>21 972 \$</b>

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, par. 18).

[Dépenses et salaires au Directeur des poursuites criminelles et pénales | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

---

<sup>1</sup> Aucuns frais à l'extérieur du Québec. 596 \$ ont été dépensés au Québec seulement.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **02**

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.

Type d'événement	Coût
Tournage du balado « Un soutien inespéré » avec M <sup>e</sup> Sylvie Dulude	306 \$
Tournage du balado « La réalité d'un procureur solo » avec M <sup>e</sup> Éric Thériault à Québec	279 \$
Tournage du balado « Accuser à contre-courant » avec M <sup>e</sup> François Godin à Québec	27 \$
Tournage du balado « Un procès hors norme » avec M <sup>e</sup> Magali Bernier à Québec	140 \$
Accompagnement des procureurs de Montréal par le porte-parole et point de presse dans le dossier Robert Miller	668 \$
Accompagnement des procureurs de Saint-Jérôme par le porte-parole et point de presse dans le dossier Réal Courtemanche	398 \$
Participation au lancement médiatique du déploiement du projet de lutte à l'étranglement dans un contexte de violence conjugale à Montréal	214 \$
<b>Total</b>	<b>2 032 \$</b>

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PENALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **03**

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.

### Formation organisée par le DPCP

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 janvier 2026, aucune formation en matière de communication n'a été dispensée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales, ni par un prestataire de services externe.

### Formation organisée par une autre organisation

Fournisseur	Titre de la formation	Coût	But visé
Réseau d'éducation juridique	Communication inclusive et accessibilité	0 \$	Comprendre en quoi cela consiste et identifier des pistes de solutions et bonnes pratiques pour favoriser l'inclusion et l'accessibilité des outils.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PENALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

<p><b>Q</b>uestion <b>04</b></p>	<p><b>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2025-2026, EN INDIQUANT :</b></p> <p><b>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</b>  <b>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL.);</b>  <b>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</b>  <b>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</b>  <b>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</b>  <b>F. L'ÉCHÉANCIER;</b>  <b>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</b></p> <p><b>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.</b></p>
----------------------------------	--

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
3354709 Canada inc. (Déménagement SLBL)	Services de déménagement et de reconfiguration de bureaux	Gré à gré	4 236 \$
9533-9420 Québec inc. (Hôtel Comfort Inn Lévis, L')	Services d'hébergement - École des poursuivants 2025	Gré à gré	16 509 \$
Agence de voyage Vacances Inter inc. <sup>1</sup>	Services aériens de passagers	Gré à gré	1 242 \$
Air Creebec inc. <sup>1</sup>	Services aériens de passagers	Gré à gré	21 040 \$
Air Inuit ltée <sup>1</sup>	Services aériens de passagers	Gré à gré	21 509 \$
AMJ Campbell <sup>2</sup>	Transport à l'Écocentre à Québec et les frais de recyclage	Gré à gré	9 000 \$
AMJ Campbell <sup>2</sup>	Services de transport et d'installation ainsi que de matériels pour la construction	Gré à gré	7 001 \$
AMJ Campbell <sup>2</sup>	Services de transport en lien avec le projet 2022-0021	Gré à gré	10 000 \$
AMJ Québec	Services de déménagement	Gré à gré	4 269 \$
Auberge Kuujjaaq <sup>1</sup>	Services d'hébergement à Kuujjaaq	Gré à gré	3 900 \$
Association des archivistes du Québec	Cotisation annuelle de l'association des archivistes du Québec	Gré à gré	1 250 \$
Ceriello, Eleonora	Services de traduction de documents du français vers l'italien	Gré à gré	5 000 \$
Château Arnaud	Services d'hébergement	Gré à gré	1 032 \$
Chronodisk inc.	Diagnostic et récupération des données d'un disque dur	Gré à gré	2 325 \$
Clé Dynamique serrurier	Services de remplacement de serrures	Gré à gré	1 560 \$

**Suite – RG 04**

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Club de golf de Lévis inc.	Réservation de salle et organisation d'un souper dans le cadre de l'École des poursuivants 2025	Gré à gré	4 822 \$
Concorde, Le (8815003 Canada inc.)	Réservation de salle et services alimentaires – 70 <sup>e</sup> rencontre FPT des Chefs des poursuites pénales	Gré à gré	3 500 \$
Conférence pour l'Harmonisation des lois au Canada	Cotisation annuelle	Gré à gré	7 500 \$
Del Bigio, Marc (médecin)	Services d'expert en neuropathologie	Gré à gré	8 000 \$
Déménagement Mario Gagné	Préparation et déménagement de boîtes de dossiers	Gré à gré	3 200 \$
Déménagement Mario Gagné	Services de déménagement de mobiliers	Gré à gré	1 001 \$
Diane Leblanc M.D. inc.	Services d'expert en psychiatrie	Gré à gré	6 320 \$
Documents Traduction inc.	Services de traduction de documents	Gré à gré	24 826 \$
D <sup>r</sup> Sylvain Faucher inc.	Services d'expert en psychiatrie	Gré à gré	1 800 \$
D <sup>r</sup> Sylvain Faucher inc.	Services d'expert en psychiatrie	Gré à gré	5 000 \$
D <sup>r</sup> Sylvain Faucher inc.	Services d'expert en psychiatrie	Gré à gré	8 000 \$
D <sup>r</sup> William Pothier neuropsychologue inc.	Services d'expert en neuropsychologie	Gré à gré	9 000 \$
D <sup>r</sup> William Pothier neuropsychologue inc.	Services d'expert en neuropsychologie	Gré à gré	9 000 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Cotisation annuelle 2025-2026	Gré à gré	3 400 \$
École Polytechnique de Montréal	Services d'expert en ingénierie	Gré à gré	9 000 \$
Elgue, Maria Eugenia (traduction)	Services de traduction de documents du français et de l'anglais vers l'espagnol	Gré à gré	8 836 \$
ExcelRoc inc.	Services d'expert en ingénierie de sautage	Gré à gré	7 200 \$
Excelso	Services alimentaires dans le cadre de l'École des poursuivants 2025	Gré à gré	12 814 \$
Expertise Chantal Lambert inc.	Services d'expert en pharmacologie	Gré à gré	9 750 \$
Extal Installation et réaménagement de bureau inc.	Transport et aménagement de mobiliers	Gré à gré	1 693 \$

Suite – RG 04

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Formation linguistique global lingua inc.	Formation - Anglais langue seconde en entreprise	Gré à gré	1 725 \$
Formation linguistique global lingua inc.	Formation - Anglais langue seconde en entreprise	Gré à gré	1 125 \$
Formation linguistique global lingua inc.	Formation - Anglais langue seconde en entreprise	Gré à gré	9 900 \$
G. Chamberland, m.d. inc.	Services d'expert en psychiatrie	Gré à gré	13 500 \$
G. Chamberland, m.d. inc.	Services d'expert en psychiatrie	Gré à gré	22 000 \$
G. Gaba M.D. inc.	Services d'expert en médecine générale	Gré à gré	2 000 \$
Global Gateway Canada	Services de traduction d'un document	Gré à gré	2 017 \$
Gosselin, Anne (005)	Membre du comité d'audit interne	Gré à gré	4 000 \$
Hôtel Chibougamau	Services d'hébergement à Chibougamau	Gré à gré	1 171 \$
Hôtel Le St-Germain	Services d'hébergement – Assignations	Gré à gré	4 823 \$
Hôtel L'Empress inc.	Services d'hébergement - Assignations	Gré à gré	6 616 \$
Indigo Parc Canada inc.	Location d'espaces de stationnement	Gré à gré	4 801 \$
International Association of prosecutors	Cotisation annuelle à l'Association des procureurs	Gré à gré	3 127 \$
Inukjuak Coop Hotel <sup>1</sup>	Services d'hébergement à Inukjuak	Gré à gré	4 000 \$
Keleny inc.	Services de traduction	Gré à gré	1 450 \$
Keleny inc.	Services de traduction	Gré à gré	9 100 \$
Keleny inc.	Services de traduction	Gré à gré	4 500 \$
Kuujjuarapik Coop Hotel <sup>1</sup>	Services d'hébergement à Kuujjuarapik	Gré à gré	4 152 \$
Lavoie, Marie-Claude (sténotypie)	Services de production de notes sténographiques	Gré à gré	3 000 \$
M2D Leadership	Utilisation de la plateforme en ligne pour la passation d'un examen de connaissances en droit criminel et pénal	Gré à gré	15 000 \$
Mohamud, Khalid	Services de transcription et de traduction d'enregistrements audio	Gré à gré	5 720 \$
Panneton, Alain (ébéniste)	Réfection du poste de la réception	Gré à gré	2 100 \$
Pascan	Services aériens de passagers	Gré à gré	1 844 \$
PME Inter Notaires Montréal inc.	Services d'un expert-notaire	Gré à gré	11 000 \$

**Suite – RG 04**

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Propair inc. <sup>1</sup>	Services aériens de passagers	Gré à gré	25 368 \$
Puvirnituk Coop Hotel <sup>1</sup>	Services d'hébergement à Puvirnituk	Gré à gré	8 260 \$
Raysource inc.	Démantèlement, relocalisation et réinstallation du rangement mobile	Gré à gré	10 050 \$
Raysource inc.	Démantèlement, déménagement et réinstallation d'étagères	Gré à gré	10 695 \$
Receveur général du Canada (Services publics et Approvisionnement Canada)	Services d'expert en juricomptabilité	Gré à gré	8 000 \$
Salluit Coop Hotel	Services d'hébergement à Salluit	Gré à gré	2 000 \$
Serrurerie du Saguenay inc.	Services d'installation de lecteurs de cartes magnétiques	Gré à gré	3 050 \$
Services médicaux F. Kakkar inc.	Services d'expert en infectiologie et spécialisé en tuberculose	Gré à gré	5 000 \$
Siemens Canada limitée	Démantèlement du contrôle d'accès	Gré à gré	6 000 \$
Sténo Sherbrooke inc.	DPCP - Sténo Sherbrooke inc.	Gré à gré	20 000 \$
Stephenson, Randolph (médecin, psychologue)	Services d'expert en psychologie	Gré à gré	1 600 \$
Tanguay, Ginette (005)	Membre du comité d'audit interne	Gré à gré	4 000 \$
Traduction Proteus inc.	Services de traduction	Gré à gré	10 754 \$
Traduction Proteus inc.	Services de traduction de documents	Gré à gré	2 699 \$
Traduction Proteus inc.	DPCP - Services de traduction - Traduction Proteus inc.	Gré à gré	23 500 \$
Traduction Rassem inc.	DPCP - Services de traduction - Traduction Rassem inc.	Gré à gré	20 000 \$
Traduction Rassem inc.	Services de traduction de documents	Gré à gré	12 000 \$
Traduction Rassem inc.	Services de traduction de documents	Gré à gré	3 000 \$
Traductions Guy Demers inc.	Services de traduction	Gré à gré	24 000 \$
Traductions Guy Demers inc.	Services de traduction de documents	Gré à gré	4 046 \$
Traductions Guy Demers inc.	Services de traduction de documents	Gré à gré	10 648 \$
Voyages Abitibi inc. <sup>1</sup>	Services aériens de passagers	Gré à gré	87 049 \$
Webanck, Thierry	Services d'expert en criminologie	Gré à gré	4 000 \$
<b>Total</b>			<b>698 925 \$</b>

## Suite – RG 04

<sup>1</sup> Regroupement de plusieurs factures entre 1 000 \$ et 24 999 \$.

<sup>2</sup> L'entente du CAG a été utilisée, mais certains services ne sont pas inclus dans ladite entente.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information est diffusée mensuellement sur le site du ministère. [Contrats et engagements financiers au Directeur des poursuites criminelles et pénales, Gouvernement du Québec.](#)

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **05**

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANTS À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
  - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.
- M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2025-2026.

L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des technologies de l'information en 2025-2026.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **06**

CONCERNANT L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES EN INFONUAGIQUE, FOURNIR :

- A. LES COÛTS ESTIMÉS PAR ANNÉE;
- B. LES COÛTS TOTAUX RÉELS POUR L'HÉBERGEMENT DE DONNÉES;
- C. LES COÛTS POUR PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DE CAPACITÉ;
- D. LA LISTE DES FOURNISSEURS;
- E. UNE COPIE DU PLAN DE DÉPLOIEMENT.

Les réponses à ces questions seront fournies par le ministère de la Justice (MJQ), lequel agit à titre de fournisseur de services en ressources informationnelles pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), et ce, en matière d'entretien et d'exploitation en technologies de l'information, en plus d'assurer l'hébergement des systèmes de mission et des données du DPCP.

Les informations concernant le catalogue du courtier en infonuagique et en technologies spécialisées des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: <https://courtier-infonuagique.gouv.qc.ca/accueil>.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PENALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

<p>Question <b>07</b></p>	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2025-2026, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;                  B. LE MOBILIER DE BUREAU;                  C. L'AMEUBLEMENT;                  D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;                  E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;                  F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;                  G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;                  H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;                  I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;                  J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• AU QUÉBEC;</li> <li>• À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</li> </ul>
---------------------------	---

	Dépenses
Photocopie	0 \$
Mobilier de bureau et ameublement	0 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Frais de cérémonies (aucuns frais d'alcool)	150 \$

Pour les sous-questions f), g), h) et j), les informations recherchées sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Québec.ca de l'institution du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 16, 22 et 23). Pour les sous-questions f), g) et h), cette information est présentée globalement. [Dépenses et salaires du Directeur des poursuites criminelles et pénales \(DPCP\) | Gouvernement du Québec.](#)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **08**

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2025-2026, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- D. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- J. LES COÛTS DE RÉILIATION, S'IL Y A LIEU;
- K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.

Les coûts d'acquisition et de service mensuels sont payés par le ministère de la Justice (MJQ) qui agit à titre de fournisseur de services pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Le DPCP rembourse les coûts de télécommunication mobile au MJQ par le biais d'une entente de services. Ces informations sont donc incluses dans les données du MJQ.

Au surplus, l'information est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Québec.ca en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4, paragraphe 25) : [Contrats de télécommunication mobile » - Dépenses et salaires du Directeur des poursuites criminelles et pénales \(DPCP\).](#)

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

<b>Q</b> uestion <b>09</b>	<b>A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)</b>
----------------------------	---

Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question <b>09</b>	<b>C</b> LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
--------------------	---

---

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question <b>09</b>	<b>D. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)</b>
--------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question <b>09</b>	E. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
--------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **09**

F L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question <b>09</b>	G, L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR
--------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **09**

H. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **09**

I. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES  
D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES  
BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question **09**

**J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES**

---

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question **09**

**K, LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS  
DU DÉPART**

---

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question <b>09</b>	L. EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS
--------------------	--

---

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

<p>Question <b>10</b></p>	<p><b>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2025-2026 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</b></p> <p><b>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</b>  <b>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</b>  <b>C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</b>  <b>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</b>  <b>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</b>  <b>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</b>  <b>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</b>  <b>H. LA DURÉE DU BAIL;</b>  <b>I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</b>  <b>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;</b>  <b>K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;</b>  <b>L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.</b></p>
---------------------------	---

Emplacement de la location	Coûts aménagement depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2025
450, rue Saint-Louis, Joliette (QC) J6E 2Y8	9 613 \$
Kuujjuaq	5 364 \$
300, boulevard Jean-Lesage, Québec (QC) G1K 8K6	580 \$
74, rue Académie, Salaberry-de-Valleyfield (QC) J6T 0B8	18 513 \$
<b>Total</b>	<b>34 070\$</b>

Pour les sous-questions **a)** l'emplacement de la location, **b)** la superficie totale pour chaque local loué, **c)** le coût total de ladite location et **f)** le propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Québec.ca en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : [Contrats et engagements financiers au Directeur des poursuites criminelles et pénales \(DPCP\) | Gouvernement du Québec.](#)

Pour la sous-question **e)** le Directeur des poursuites criminelles et pénales conclut des ententes d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures qui sont renouvelées annuellement.

Pour la sous-question **g)** il n'y a pas eu de résiliation de bail en cours d'année.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

<p>Question <b>11</b></p>	<p>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2025-2026, FOURNIR :</p> <p>A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</p>
---------------------------	---

Aucun.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **12**

**POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2025-2026, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :**

- A. LES DATES DES TRAVAUX;**
- B. LES COÛTS;**
- C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

L'ensemble des bureaux du siège social du Directeur des poursuites criminelles et pénales, incluant ceux de la haute direction, ont été réaménagés dans un nouvel édifice entre le mois de novembre 2025 et janvier 2026.

La firme AMJ Campbell (9205-6126 Québec inc.) a procédé au déménagement et au réaménagement des nouveaux locaux. Les coûts de cette opération pour les locaux occupés par la haute direction sont évalués à 6 239,30 \$.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **13**

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2025-2026, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
- B. LE TITRE DE LA FONCTION;
- C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
- D. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;
- E. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
- F. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
- H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
- I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2025-2026;
- J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
- K. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
- L. SI L'EMPLOYÉ A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉ DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT A L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.

Ne s'applique pas au Directeur des poursuites criminelles et pénales.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **14**

LISTE DU PERSONNEL, HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPÉ;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;
- G. LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.

Pour l'exercice 2025-2026, le Directeur des poursuites criminelles et pénales n'a aucun membre de son personnel qui était considéré hors structure.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

Question **15**

**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) EN INDIQUANT :**

- A. LE POSTE INITIAL;**
- B. LE SALAIRE;**
- C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;**
- D. LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;**
- E. LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **16**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2025-2026, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
- B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;
- C. PRÉVISIONS 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **17**

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D. L'ASSIGNATION INITIALE;
- E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).

Au cours de l'année 2025-2026, des membres du personnel du Directeur des poursuites criminelles et pénales ont été affectées au ministère de la Justice du Québec (MJQ) ainsi qu'à l'École nationale de police du Québec (ENPQ).

Poste occupé	Salaire de base et bonis, le cas échéant	Assignment initiale	Assignment actuelle	Date de l'assignation hors structure	Date de fin de l'assignation, s'il y a lieu
Procureur DPCP	Salaire de base de 137 082 \$/an Rémunération annuelle additionnelle de 7 000 \$	Procureur au Bureau des affaires de la jeunesse	Procureur en prêt de service à titre d'expert-conseil juridique à l'ENPQ. Aucun transfert d'heures rémunérées effectué. Rémunération versée par le DPCP, mais récupération des sommes dues.	23 octobre 2023	22 octobre 2026
Procureur DPCP	Salaire de base de 161 666 \$/an Rémunération annuelle additionnelle de 7 000 \$	Procureur au Bureau de service-conseil	Procureur en prêt de service à titre d'expert-conseil juridique à l'ENPQ. Aucun transfert d'heures rémunérées effectué. Rémunération versée par le DPCP, mais récupération des sommes dues.	2 septembre 2025	1 septembre 2028
Procureur DPCP	Salaire de base de 132 244 \$/an Rémunération annuelle additionnelle de 10 000 \$ (de novembre 2024 à octobre 2025)	Procureur au Bureau du Sud du Québec	Procureur en prêt de service à titre d'expert-conseil juridique à l'ENPQ Aucun transfert d'heures rémunérées effectué. Rémunération versée par le DPCP, mais récupération des sommes dues.	4 novembre 2019 4 novembre 2023 (renouvellement)	3 novembre 2025

Suite – RG 17

Poste occupé	Salaire de base et bonis, le cas échéant	Assignment initiale	Assignment actuelle	Date de l'assignation hors structure	Date de fin de l'assignation, s'il y a lieu
Procureur DPCP	Salaire de base de 162 939 \$/an	Procureur au Bureau du service juridique	Procureur en prêt de service au MJQ. Un transfert des heures rémunérées a été effectué.	28 août 2023	27 août 2025
Procureur DPCP	Salaire de base de 185 916\$/an Rémunération additionnelle	Procureur au Bureau de Montréal	Procureure en prêt de service au MJQ Un transfert des heures rémunérées sera effectué.	28 avril 2025	5 novembre 2025

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **18**

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2025-2026, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.
- D. S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.

Fournisseur	Coût	Description
Chenelière Éducation	240 \$	Abonnement publications (format papier)
Code Ducharme inc., Le	242 \$	Abonnement publications (format papier)
Éditions SR inc., Les	1 622 \$	Abonnement publications (format papier)
Emond Publishing	159 \$	Abonnement publications (format papier)
Fonds des biens et des services (MESS)	346 \$	Abonnement publications (format papier)
LexisNexis Canada inc.	71 924 \$	Abonnement publications (formats papier et électronique)
Librairie Wilson & Lafleur inc.	1 395 \$	Abonnement publications (format papier)
Société québécoise d'information juridique	204 658 \$	Abonnement à un site spécialisé de recherches Internet
TC Média Livres inc.	3 060 \$	Abonnement publications (format papier)
Thomson Reuters Canada Limitée	460 208 \$	Abonnement publications (formats papier et électronique)
<b>Total</b>		<b>743 854 \$</b>

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **19**

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Aucune.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

### Question 20

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS ») PAR MOIS;
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE;
- I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;
- J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.

Les citoyens peuvent consulter [la page dédiée au Directeur des poursuites criminelles et pénales \(DPCP\) sur le site gouvernemental Quebec.ca\\*](#).

\* Le site Québec.ca est administré par le ministère du Conseil exécutif (MCE). L'ensemble des coûts relatifs à ce site sont documentés exclusivement dans les réponses produites par le MCE.

De plus, la population peut consulter le [Blogue du Directeur des poursuites criminelles et pénales](#) qui traite de différents sujets.

- Le nom de la firme qui a conçu le site : Blogspot.
- Les coûts de construction, d'hébergement et d'entretien du site : Aucune dépense.
- Le nombre de visiteurs par mois : 9 500 consultations.
- Le responsable du contenu du site : la Direction des communications du DPCP.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **21**

POUR 2025-2026, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :

- A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;
- B. LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;
- C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;
- E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- F. LES COÛTS VENTILÉS;
- G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.

Aucune.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

Question **22**

LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2025-2026 :

- A. LE DÉTAIL DES MANDATS;
- B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
- C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
- E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.
- F. L'OBJET;
- G. LES DATES.

Ne s'applique pas au Directeur des poursuites criminelles et pénales.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question **23**

LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

---

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question **24**

**LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.**

---

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **25**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2026 POUR 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **26**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2025-2026, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

### **Système national de repérage**

Dans le cadre du programme de subventions versées à une catégorie de bénéficiaires au sein de Sécurité publique Canada (SPC), une entente a été signée entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec le 24 février 2022. En vertu de cette entente, le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) a obtenu un financement de 166 507 \$ pour le Système national de repérage (SNR), et ce, pour l'exercice financier 2025-2026.

SPC accorde ce financement dans le but d'accroître la capacité des provinces et des territoires d'identifier et de retracer des délinquants violents à risque élevé susceptibles de nuire à la sécurité publique.

Le SNR permet aux procureurs du DPCP de repérer les délinquants violents à risque élevé. En général, les délinquants considérés comme susceptibles de faire l'objet d'une demande de déclaration de délinquants dangereux ou de délinquants purgeant une peine de longue durée, s'ils viennent à commettre une nouvelle infraction, sont fichés dans le système national du Centre d'information de la police canadienne. Ainsi, s'ils commettent effectivement une nouvelle infraction, les procureurs sont rapidement alertés de leur situation et des mesures sont prises pour envisager une demande de déclaration de délinquant dangereux ou de délinquant purgeant une peine de longue durée.

### **Administration de la Loi sur les contraventions**

Également, un accord relatif à l'administration de la *Loi sur les contraventions* a été conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, le 6 mai 2013, pour lequel le DPCP recevra un remboursement estimé à 451 400 \$<sup>1</sup> pour l'année financière 2025-2026.

Cet accord prévoit notamment la poursuite des contraventions, l'imposition et l'exécution du paiement des amendes et des frais afférents aux contraventions commises dans la province ainsi que sur le partage avec cette province des amendes et des frais perçus qui ont été imposés en vertu de la *Loi sur les contraventions*.

<sup>1</sup> Il s'agit d'une estimation en raison que les données seront rendues disponibles à la suite de la fermeture de l'année financière 2025-2026.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **27**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Les primes au rendement et bonis payés aux professionnels et fonctionnaires ont été abolis au 1<sup>er</sup> avril 2019 à la suite de l'adoption des nouvelles conditions de travail. De ce fait, aucune prime n'a été versée.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **28**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Aucun.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

<p>Question <b>29</b></p>	<p><b>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.</b></p>
---------------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

Question **30**

**LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2026-2027. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2025-2026, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2026-2027, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

---

Question <b>31</b>	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.
--------------------	--

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

Question **32**

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2025-2026 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

**Question 33**

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
- B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
- C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

Nom de l'association	Coût total
Association internationale des procureurs et poursuivants	3 127 \$
Association des archivistes du Québec	1 250 \$
Barreau du Québec <sup>1</sup>	1 441 371 \$
Chambre des notaires du Québec	1 771 \$
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada	7 500 \$
École nationale d'administration publique	3 400 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	3 498 \$
Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	75 \$
<b>Total</b>	<b>1 461 992 \$</b>

<sup>1</sup> Cotisations au Barreau, incluant un certificat de compétence uniforme.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **34**

TOUT MONTANT DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2025-2026 VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PRODUITES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

Aucune.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **35**

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTION, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2025-2026 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE: PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2024-2027.

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027 du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) n'a pas nécessité d'investissement. Les quinze (15) mesures sont autofinancées à même les crédits du DPCP.

L'autofinancement est lié essentiellement à l'utilisation de ressources humaines.

Par conséquent, les sommes investies en 2025-2026 demeurent sans objet.

Le plan d'action est disponible sur le site du gouvernement du Québec sur la page dédiée au DPCP : [Plan d'action 2024-2027](#).

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **36**

POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D'ACTION, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2025-2026 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MESURE: N. PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2023-2028.

Aucune somme investie.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales n'est pas assujéti aux obligations qui se rattachent à la *Loi sur le développement durable*, notamment la reddition de comptes et la production d'un plan d'action.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **37**

SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2025-2026  
AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL  
(TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU,  
REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.)

Aucune.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

<p>Question <b>38</b></p>	<p>CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2025-2026 :</p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.</p>
---------------------------	--

**A. LES SOMMES DÉPENSÉES : 45 308 \$<sup>1</sup>**

**B. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES :**

RESSOURCES EXTERNES (FOURNISSEURS)	CONTRAT (TITRE DE LA FORMATION)	SOMMES DEPENSEES 2025-2026
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Formation « Réintégration au travail : la contribution essentielle du gestionnaire »	3 725 \$
Chaire de recherche UQTR-ENPQ	Congrès 2025 de la Chaire UQTR-ENPQ: Faire vivre la recherche dans les organisations en sécurité publique!	297 \$
DPCP contrat Maison La Vigile	Formation : Résilience professionnelle : Gérer la fatigue de compassion, le traumatisme moral et le cynisme en milieu juridique	1 261 \$
	Référence à des services de psychologie externe	788 \$
Clinique de santé M	Télémédecine	34 717 \$
Barreau du Québec	Formation « Ces avocats qui en font trop et leur bien-être psychologique »	20 \$
Défi Entreprises	Inscription entreprise	500 \$
Université du Québec à Trois-Rivières	Stagiaire - programmes de baccalauréat et de maîtrise en psychoéducation	4 000 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des prestataires de services externes sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>.

La liste mensuelle des engagements financiers associés à des contrats de plus de 25 000 \$ du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) est diffusée sur le site Internet du gouvernement du Québec à la page dédiée au DPCP : [Contrats et engagements financiers au Directeur des poursuites criminelles et pénales \(DPCP\) | Gouv.](#)

<sup>1</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021, les services et les activités afférentes au Programme d'aide aux employés sont pris en charge par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), lequel assure le financement centralisé. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales n'est donc pas facturé par le SCT.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **39**

LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.

Numéro de C.T.	Demandeur	Raison de la rencontre	Coût réel
R-01-2025	Bureau du directeur	Comité des Chefs des poursuites pénales du Canada	4 376 \$

Les documents en lien avec ces rencontres sont confidentiels puisque ces rencontres se tiennent à huis clos. Ceux-ci sont protégés en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, puisqu'ils sont formés de renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de relations qu'entretient le gouvernement du Québec avec d'autres gouvernements.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

Question **40**

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2025-2026 :**

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;**
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;**
- C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;**
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.**

Aucun.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

<p>Question <b>41</b></p>	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2025-2026 :</p> <p>A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME;</p> <p>D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2025-2026 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.</p>
---------------------------	---

**A. Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques**

La Direction des communications (DCOM) est composée de **onze employés**.

**B. Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques**

Un montant de **31 235 \$** au **31 janvier 2026** a été dépensé par la DCOM.

**C. Le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme.**

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2025 et le 31 janvier 2026, la DCOM a tenu **18 rencontres** avec d'autres organisations publiques.

**D. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la DCOM.**

Les sommes investies en veille médiatique au sein de la DCOM sont ventilées de la façon suivante :

Nom des fournisseurs	Coût
Influence communication	14 839,75 \$
Référence Média (9193-6690 Québec inc.)	2 976,00 \$
Refacturation à l'Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (Facture 2 mai 2025 : 1 <sup>er</sup> octobre 2024 au 31 mars 2025) (Facture 18 novembre 2025 : 1 <sup>er</sup> avril au 30 septembre 2025)	(1 712,34 \$)
<b>Total :</b>	<b>16 103,41 \$</b>

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **42**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE TYPE « LAC-À-L'ÉPAULE » TENUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN INDIQUANT :

- A. LES DATES;
- B. L'ENDROIT PRÉCIS;
- C. LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. L'ORDRE DU JOUR;
- E. LES PROCÈS-VERBAUX;
- F. LES COÛTS DÉTAILLÉS (FRAIS DE LOCATION, D'HÉBERGEMENT,
- G. REPAS, DÉPLACEMENT, LOCATION D'ÉQUIPEMENT, CONFÉRENCIER, ETC.).

Aucune.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **43**

VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES.

- A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
- B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉES;
- C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
58	1 367 035 \$

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

### Question 44

**FOURNIR LES DÉPENSES ALLOUÉES À LA CONSULTATION AVEC LES AUTOCHTONES.**

**A. FOURNIR LA LISTE DES PROJETS DU MINISTÈRE AYANT INCLUS UNE CONSULTATION DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES.**

Dans son Plan stratégique 2023-2027, le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) s'est engagé à inviter les communautés et les organismes des Premières Nations et Inuit du Québec à partager leur conception de la justice selon leur culture et leurs traditions afin de permettre au DPCP de mieux adapter ses pratiques aux réalités des contrevenants et aux attentes des personnes victimes.

Dans ce contexte, onze communautés (ou nations) seront invitées ainsi que certains organismes autochtones. Les organismes œuvrant auprès des autochtones en milieu urbain (hors communauté) seront aussi sollicités.

Par cet objectif, le DPCP vise à poursuivre ses efforts pour améliorer la compréhension des procureurs à l'égard des réalités sociales, historiques et culturelles des communautés des Premières Nations et Inuit auprès desquelles ils œuvrent. Fort de cette compréhension, l'institution sera mieux outillée pour adapter la pratique du droit criminel et ainsi favoriser une meilleure intervention des procureurs auprès de celles-ci.

En 2025-2026, le DPCP a transmis des lettres d'invitation à la Nation abénaquise et à la Nation Wendat. Suivant cet envoi, une rencontre a eu lieu. Les dépenses sont liées au déplacement des participants pour le DPCP. Le recours au mode virtuel a d'ailleurs permis de limiter les frais.

Nation ou organisme	Lieu	Date	Mode	Total des dépenses
Nation abénaquise	Odanak	20 octobre 2025	Présentiel et virtuel	296,22 \$

Le point de service de Salaberry-de-Valleyfield a également participé à une rencontre ayant pour but de renforcer les liens avec les communautés autochtones rattachées au point de service de Maniwaki et de créer une table de concertation en partenariat avec les corps policiers.

Nation ou organisme	Lieu	Date	Mode	Total des dépenses
Nation algonquine	Kitigan Zibi	16 octobre 2025	Présentiel	137,23 \$

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question **45**

**INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES AU TITRE DE TOUT « PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS » (PAE. DEPUIS 5 ANS).**

---

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

<b>Question 46</b>	<b>INDIQUER LES DÉPENSES ENCOURUES EN VUE DE L'IMPLANTATION DU NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION DÉCOULANT DE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI 60 DE LA 42E LÉGISLATURE.</b>
--------------------	--

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question **47**

INDIQUER LE MONTANT DES AMENDES PERÇUES EN VERTU DE L'APPLICATION DES LOIS DONT VOTRE MINISTÈRE EST RESPONSABLE DE L'APPLICATION. VENTILER PAR LOI ET ARTICLES, DEPUIS 5 ANS.

---

---

Ne s'applique pas au Directeur des poursuites criminelles et pénales.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **48**

INDIQUER LA VALEUR DES ACTIFS POSSÉDÉS; MEUBLES ET IMMEUBLES.

**Les biens meubles détenus par le directeur des poursuites criminelles et pénales**

La valeur de ces biens est de 183 374 \$ au 31 janvier 2026.

**Les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures**

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**Renseignements généraux**

**Études des crédits 2026-2027**

---

---

Question **49**

**INDIQUER LES COÛTS DE SYSTÈME ESTIMÉS DEPUIS 5 ANS.**

---

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **50**

POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES RELEVANT DU PORTEFEUILLE, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026, VEUILLEZ INDIQUER :

- A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉ(ES) RECRUTÉ(ES) À L'ÉTRANGER, EN PRÉCISANT LE STATUT D'IMMIGRATION AU MOMENT DE L'EMBAUCHE (PERMIS DE TRAVAIL TEMPORAIRE, RÉSIDENCE PERMANENTE, AUTRES);
- B) LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES ACTIVITÉS DE RECRUTEMENT INTERNATIONAL (MISSIONS, AGENCES, CONSULTANTS, PUBLICITÉ, RELOCALISATION, ACCOMPAGNEMENT);
- C) LES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LESQUELLES UN RECRUTEMENT INTERNATIONAL A ÉTÉ JUGÉ NÉCESSAIRE.

Pour l'année 2025-2026, le Directeur des poursuites criminelles et pénales n'a recruté aucun employé à l'étranger et n'a engagé aucune dépense liée à des activités de recrutement international.

## DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Études des crédits 2026-2027

Question **51**

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 janvier 2026, aucun comité formé par le conseil exécutif, les ministères ou les organismes n'a été actif au sein du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Par conséquent, aucuns honoraires n'ont été versés pour cette période en lien avec un tel comité.

De plus, aucune entente n'a été conclue avec des prestataires de services en lien avec un tel comité.